

L' évolution d'une strategie de contre-insurreccion : le cas du conflit armé colombien (1962-1966)*

La evolución de una estrategia contrainsurgente: el caso del conflicto armado colombiano

The evolution of a strategy against insurgente: the case of the colombian armed conflict

*Mario Iván Uruña Sánchez***

Fecha recibido: 4/03/2014

Fecha aceptado: 28/04/2014

Résumé

On part de la question suivante pour développer cet article : comment une faible menace peut-elle devenir une menace réelle, et ce, même en l'absence de menace concrète? Pour bien la résoudre, l'hypothèse proposée est axée sur trois facteurs: (1) l'opposition entre les visions des militaires et des diplomates (2) la transmission d'information biaisée par les décideurs d'un pays allié et finalement (3) l'influence des systèmes de croyances préexistants. L'innovation de cette approche se

* Artículo de investigación científica que analiza la implementación de la Alianza para el Progreso y de sus políticas contrainsurgentes en el caso del conflicto armado colombiano

** Profesor del área de Relaciones Internacionales de la Facultad de Derecho y Ciencias Políticas de la Universidad de La Sabana. Candidato a doctor de la Universidad de Quebec en Montreal (Canadá). Magister en Geopolítica y Seguridad Global de la Universidad de Roma "La Sapienza". Politólogo de la Universidad Nacional de Colombia. Correo electrónico: pocio1@gmail.com

centre sur l'usage de la théorie du réalisme défensif en vue d'évaluer soit le rôle des capacités matérielles que des perceptions des décideurs dans la création d'une menace réelle depuis une autre faible. La conclusion est que les aspects cognitifs peuvent devenir dans la surestimation d'une menace à travers le mal disposition des capacités matérielles.

Mots clés

Alliance pour le progrès, relations États-Unis-Colombie, réalisme défensif, Plan Laso, Opération Marquetalia.

Resumen

Este artículo parte de la siguiente pregunta: ¿Cómo una débil amenaza puede convertirse en una amenaza real, incluso ante la ausencia de una amenaza concreta? Para lo cual se plantea como hipótesis que los factores que pueden llevar a que esto ocurra en el caso de la implementación de la Alianza para el Progreso fueron 1. La oposición de visiones entre personal militar y diplomático, 2. La transmisión de información sesgada por parte de los tomadores de decisión de un país aliado y 3. La influencia de sistemas de creencias preexistentes. La innovación del enfoque propuesto radica en el uso de la teoría del realismo defensivo para evaluar por un lado el rol de las capacidades materiales y por el otro de las percepciones de los tomadores de decisión en la creación de una amenaza real desde una débil. Así se llega a la conclusión que los aspectos cognitivos pueden derivar en la sobreestimación de una amenaza mediante la equivocada disposición de las capacidades materiales.

Palabras clave

Alianza para el Progreso, relaciones Estados Unidos-Colombia, realismo defensivo, Plan laso, Operación Marquetalia.

Abstract

This article concerns about the next question: How can a weak menace became a real threat, even in the absence of a concrete menace? The hypothesis that seeks to resolve this question is that the factors that can bring to this to happen in the concrete case study of the Alliance for progress were 1. The opposition between hawks and doves, 2. The misguiding of the decision makers from an ally country and 3. The influence of previous systems of beliefs. The innovation of the approach proposed here lies in the use of the theory of defensive realism to evaluate both the role of material capabilities and the decision makers' perceptions in the construction of a real threat from a weak menace. The conclusion is that the cognitive aspects might derive in the overestimation of a menace through the wrong disposition of the material capabilities.

Keywords

Alliance for progress, US-Colombia bilateral relations, defensive realism, Laso plan, Marquetalia Operation.

Introduction

L'étude de cas inspirant ce travail est le programme de coopération économique et politico-militaire « Alliance pour le progrès ». Il s'agit d'une entente signée entre le gouvernement américain, sous la présidence de John F. Kennedy et certains pays d'Amérique du Sud. Plus spécifiquement, l'analyse portera sur l'aspect militaire de l'alliance avec la Colombie. Conséquemment, ce travail traitera des résultats du Plan Laso (« *Latin American Security Operation* »), un plan d'assistance militaire dérivé de l'Alliance pour le progrès ayant été déployé pendant le conflit armé colombien entre 1962 et 1966 ainsi que de l'Opération *Marquetalia*, une opération militaire

importante encadrée par le Plan Laso, mené contre les guérillas du sud du pays en 1964. Ce qui nous amène à nous questionner : Comment une faible menace peut-elle devenir une menace réelle et ce, même en l'absence de menace concrète?

Dans le cas présent, trois facteurs permettent de comprendre et d'expliquer comment les perceptions des décideurs sont forgées et comment celles-ci influencent le processus d'évolution d'une menace. Ces facteurs, qui seront élaborés plus en profondeur au cours des prochaines pages sont : (1) l'opposition des visions entre les militaires et les diplomates, (2) la transmission d'information biaisée par les décideurs d'un pays allié et finalement (3) l'influence des systèmes de croyances préexistants. Afin de faire la démonstration de cette thèse, le cadre théorique du réalisme défensif, dont les ouvrages de Stephen Walt, Jeffrey Taliaferro et Stephen van Evera sont les points de référence, sera employé.

Ce travail est divisé en deux grandes parties. La première partie explorera le contenu, les conséquences et les impacts de l'Alliance pour le progrès, du Plan Laso et de l'Opération *Marquetalia* en Colombie entre 1962 et 1966. La seconde partie analysera les raisons pour lesquelles ces répercussions ont eu lieu à partir des aspects matériels et cognitifs prônés par la théorie du réalisme défensif.

1. L'alliance pour le progrès, le plan laso et l'opération marquetalia : des échecs annoncés

1.1 L'Alliance pour le progrès : une stratégie anticommuniste continentale

Les premières années de la Guerre froide ont été marquées par une vive concurrence entre les deux grandes puissances qui avaient notamment pour objectif de créer, soutenir et renforcer leurs alliances économiques et militaires avec les États issus de leur sphère

d'influence. Certains exemples l'illustrent particulièrement bien dont la création de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le pacte de Varsovie et le Plan Marshall. La majorité des alliances économiques et militaires créées à l'époque ne concernaient que les pays européens et asiatiques, c'est-à-dire là où les efforts des États-Unis ou de l'Union Soviétique se sont concentrés en vue d'augmenter l'ampleur de leur influence. En ce qui concerne les Amériques, le traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) de 1947 et de la charte de Bogotá de 1948, qui a conformé l'Organisation d'États américains (OEA), sont devenus les accords d'assistance militaire et d'intégration régionale clés ayant renforcé l'hégémonie américaine au sein des Amériques. Néanmoins, les ressources économiques et militaires investies dans ces deux traités ont été de loin inférieures à celles investies dans la contrepartie européenne. De plus, comme l'URSS n'a guère démontré d'intérêts vis-à-vis des faibles démocraties au sud du *Rio Grande*, cette région du monde a été confinée à un rôle plutôt marginal dans le système international à cette époque.

En 1959, il y a eu un changement de cap important lorsque le gouvernement cubain du dictateur Fulgencio Batista a été renvoyé par les *Barbados*, un groupe de rebelles armés¹ dirigé par le charismatique leader Fidel Castro. Parallèlement, aux États-Unis, le gouvernement de Dwight Eisenhower, qui avait été jusqu'alors réticent à l'idée d'instaurer un Plan Marshall à l'échelle des Amériques (May, 1963, p. 770), a réévalué sa position. En effet, le rapprochement politique entre Castro et le président soviétique Nikita Khrouchtchev a alarmé la Maison-Blanche; la potentialité d'une menace d'une telle magnitude aux abords des côtes de la Floride obligeant une réaction urgente. En juillet 1960, alors que les relations cubano-américaines ont atteint leur point le plus bas, le président Eisenhower a offert

1 Le mouvement politique dont Fidel Castro a été le leader s'appelait *26 de Julio* (26 juillet), un mouvement nationaliste cubain inspiré du célèbre écrivain et activiste politique de la fin du XIX^e siècle, José Martí.

un programme d'aide destiné au sous-continent en prenant soin de fixer certaines balises : d'une part, Cuba ne pourrait jamais être récipiendaire de cette aide et d'autre part, le programme n'atteindrait pas la même ampleur que le Plan Marshall (Horowitz, 1964, p. 127). En ce qui a trait au volet économique du programme, Eisenhower a opté pour la continuité plutôt que pour la rupture face à ses voisins du sud. Au contraire, concernant l'assistance militaire, Eisenhower a imposé de nombreux changements (Rueda, 2000).

Le successeur d'Eisenhower, le démocrate John Fitzgerald Kennedy arrivé au pouvoir au début de 1961, était convaincu de parvenir à revitaliser ce qu'il estimait être des relations stagnantes entre les États-Unis et l'Amérique latine (Rempe, 2002, p. 124). Conséquemment, il a été forcé d'affronter deux dossiers non résolus par son prédécesseur soit le renversement du régime socialiste à Cuba ainsi que la mise en œuvre d'un programme intégral de développement du reste du continent. Kennedy a finalement décidé d'agir simultanément en obtenant des résultats contrastés. D'abord, il a présenté au Congrès américain, le 13 mars 1961, un plan socioéconomique et militaire pour l'Amérique latine mieux connu comme l'Alliance pour le progrès. Puis, le 4 avril de la même année, il a autorisé l'invasion de Cuba par d'un groupe armé irrégulier qui est débarqué à la Baie des Cochons (Horowitz, 1964, p. 127). Tandis que l'attaque de la petite île des Caraïbes a été considérée comme étant l'un des échecs politiques les plus mémorables du XXe siècle, les effets de l'Alliance pour le progrès demeurent encore aujourd'hui objet d'une discussion interminable.

Suite à son approbation par le Congrès américain, le document constituant l'Alliance pour le progrès a été présenté au reste des pays membres de l'OEA lors de la conférence interaméricaine de Punta del Este (Uruguay) de 1961. La charte de Punta del Este, signée le 17 août (Lleras Camargo, 1963, p. 25), proposant les objectifs suivants aux pays signataires:

- Réussir à atteindre un taux de croissance économique annuel de 2,5% du revenu par personne.
- Parvenir à une distribution plus équitable du revenu national et destiner un pourcentage plus significatif du PNB à l'investissement.
- Diversifier les structures des économies nationales et stimuler les exportations, accélérer le processus d'industrialisation.
- Augmenter le niveau de la productivité agricole et mettre en œuvre des programmes de réforme agraire.
- Éliminer l'analphabétisme des adultes, assurer l'accessibilité aux six premières années d'éducation primaire pour chaque enfant et moderniser et augmenter la couverture pour l'éducation moyenne, technique et supérieure.
- Augmenter l'espérance de vie d'au moins cinq ans et améliorer les mesures sanitaires et l'attention au service de la santé à la population en général.
- Augmenter les plans résidentiels à bas prix.
- Stabiliser le niveau des prix et empêcher l'inflation ou la déflation.
- Renforcer les accords d'intégration économique régionaux.
- Éviter les fluctuations excessives des devises dérivées de l'exportation des *commodities* et adopter les mesures nécessaires pour faciliter l'accès des exportations latino-américaines aux marchés internationaux (Rojas, 2010, pp. 95-96).

Ce faisant, le gouvernement des États-Unis s'est positionné pour la modernisation économique de l'Amérique latine en vue de cimenter une classe moyenne optimiste face à l'avenir, ce qui éloignerait certains groupes sociaux de la tentation révolutionnaire (Rempe, 2002, p. 125). Pour y parvenir, l'Alliance pour le progrès

a envisagé deux principales sources de financement : d'une part le programme supposait l'utilisation de 20 \$ US milliards de capital américain, dont 10 \$ US milliards provenant des fonds du gouvernement et 10 \$ US milliards provenant de capitaux privés. D'autre part, le programme supposait aussi la participation financière des pays latino-américains à la hauteur de 80 \$ US milliards sur dix ans (Horowitz, 1964, p. 132). Suite à une analyse plus détaillée des fonds destinés aux pays récipiendaires, il est possible d'observer qu'après le Brésil – le pays le plus peuplé et le plus grand de l'Amérique latine – la Colombie a été le deuxième bénéficiaire de l'aide de ce programme. En effet, la Colombie a reçu plus de 880 \$ US millions entre 1961 et 1969. Les raisons pour lesquelles l'administration Kennedy a privilégié la Colombie au moment de faire la distribution de ressources peuvent être synthétisées de la manière suivante : la condition d'allié inconditionnel des États-Unis, la volonté politique des élites colombiennes de mettre en place les réformes sollicitées, le système démocratique bipartisan, un secteur privé fort, les ressources naturelles abondantes, le potentiel d'un marché intérieur capable de mener un processus constant d'industrialisation et la nécessité de Washington de montrer des résultats à court terme. (Rojas, 2010, p. 98).

Nonobstant, ni l'Amérique latine en général ni la Colombie en particulier n'ont obtenu les résultats visés par la charte de Punta del Este. Concernant la Colombie, entre 1962 et 1967 la croissance économique n'a pas excédé une moyenne de 1,2% annuellement et le revenu par personne a connu une légère augmentation passant de 276 \$ à 296 \$ US pour la même période (Hylton, 2010, p. 106). De plus, le président colombien Guillermo Leon Valencia (1962-1966) est parvenu à éviter la confrontation avec les latifundistes locaux, ce qui a empêché la mise en œuvre d'une réforme agraire cohérente et efficace. À cet effet, Forrest Hylton affirme :

Thanks to US funding, President Valencia avoided having to confront landlords with agrarian reform. Cattle ranching in Colombia, as measured by the volume of exports, grew by more than three thousand percent, but an estimated 400,000 to 500,000 landless families did not receive any US aid at all. The distribution of wealth and income, patterns of landholding, and the tax structure—all geared toward the well-being of the oligarchic and largely endogamous elite—were left as before, with close to two-thirds of the population not participating in the economic and political decision-making process. In the late 1960s, no one tried to sell Colombia as a counterinsurgent success story, much less one to be replicated elsewhere (2012, p. 107).

Contrairement à ce qu'affirme Hylton, l'Alliance pour le progrès n'a pas seulement été un programme d'inspiration libéral dont le principal objectif a été de mener la prospérité aux masses latino-américaines. Selon l'historien colombien Marco Palacio, l'alliance a incarné deux visages diamétralement opposés : un visage libéral – venant tout juste d'être expliqué – et un autre antilibéral (pour lequel nous préférons l'appellation « réaliste »), dont la coopération militaire a joué un rôle crucial (Palacios, 2012, p. 72).

En 1961, le gouvernement américain a mis en place un plan d'instruction en contre-insurrection destinés aux officiers militaires latino-américains à l'*Army Caribbean School*, situé dans la zone du canal de Panama (Rempe, 2002, p. 128). Progressivement, d'autres écoles militaires se sont engagées dans ce processus d'endoctrinement idéologique dont le *Southern Command* et l'*InterAmerican Air Force Academy* (IAAFA) situés à l'*Albrook Air Force Base* et l'*Interamerican Geotic Survey School* situé à *Fort Clayton*. Les écoles les plus prestigieuses destinées à l'élite militaire de ces pays étaient le *Special Warfare Center* de *Fort Bragg* en Caroline du Nord (méthodes de contre-insurrection) et l'*Army Civil Affairs School*, de *Fort Gordon* en Georgia (action civilo-militaire et action psychologique) (Rueda, 2000, pp. 79-80). Outre l'instruction contre-insurrectionnelle au sein des bases américaines, le gouvernement Kennedy a aussi autorisé le déploiement de trente *Mobile Training Teams* (MTT)

dans quatorze pays latino-américains. Au début de 1962, quinze équipes de *Special Warfare* ont entraîné des militaires locaux dans la contre-insurrection et les opérations de la jungle, l'intelligence, l'action civique et la guerre psychologique dans neuf nations latino-américaines (Rempe, 2002, p. 130).

La Colombie a également été un acteur clé en ce qui a trait au volet militaire du programme de l'Alliance pour le progrès. D'une part, la Colombie est le troisième pays latino-américain possédant le plus grand nombre de militaires instruits en sol américain et est le pays possédant le plus grand nombre de bases militaires à l'étranger (4629 jusqu'à 1970) (Rueda, 2000, p. 78). D'autre part, entre 1962 et 1972 la Colombie a été le pays ayant reçu le plus de MTT (Rempe, 2002, p. 135). Autrement dit, que ce soit en ce qui a trait à l'instruction des commandants militaires dans la discipline militaire américaine ou à l'adaptation *in situ* des recommandations des envois spéciaux, la Colombie a occupé et maintenu un statut enviable au cours de cette période. L'explication la plus plausible pour comprendre la motivation américaine a été formulée par Hylton lorsqu'il affirme :

The Colombian insurgency was seen by the US military as the greatest threat to its power in the hemisphere after Castro's Cuba, thus, US military aid to Colombia was re-oriented toward counter-guerrilla training. At the heart of the strategy was the organization of the local population into self-defense forces and intelligence networks designed to collaborate with the army and its new Special Forces units. Colombia and Vietnam were thus closely linked in terms of US foreign policy and counterinsurgency (Hylton, 2010, p. 104).

Parmi l'ensemble des missions militaires déployées en Colombie, l'une d'entre elles a eu des répercussions capitales sur l'avenir du pays. En février 1962, le fondateur des bérets verts, le Général William Yarborough, a dirigé un *US Army Special Warfare Team* dont l'objectif était de préparer l'armée colombienne à faire face à des conflits contre-insurrectionnels. Pour atteindre cet objectif le Général Yarborough a

rédigé un rapport pour le groupe spécial du Général Maxwell Taylor (contre-insurrection) lors des douze jours qu'aura duré la mission. Dans le cadre de ce rapport, Yarborough a fait une évaluation de l'armée colombienne et de ses conclusions émanent de sérieuses préoccupations quant à l'anachronisme de cette force : fragmentation des ressources, absence d'un système de communication, de transport et d'équipement essentiel, dépendance des avant-postes étatiques et utilisation inappropriée du personnel militaire aux tâches civiles. À l'issue de ce sombre diagnostic, Yarborough estime que ce sont ces lacunes qui ont obligées l'armée colombienne à adopter une position défensive en concédant l'initiative aux guérillas et aux bandits (Rempe, 2002, p. 132). Afin d'améliorer la situation militaire colombienne, Yarborough a posé une série des suggestions relativement radicales. Il a notamment proposé la mise sur pied de cinq détachements des forces spéciales pour les attacher aux quatre brigades destinées à la lutte de pacification des zones rurales (Hylton, 2010, p. 104). De plus, il a recommandé l'augmentation de la collaboration entre les agences de sécurité telle que le DAS (département de renseignement), la police nationale et les forces armées – surtout dans les domaines de l'intelligence et la contre-intelligence, de la coordination et de la standardisation des programmes nationaux de contre-insurrection et de l'amélioration des équipements de transport et de communication (Rempe, 2002, p. 133).

Le rapport de Yarborough contenait aussi un « supplément secret » où il a insisté pour que les États-Unis entraînent des escadrons paramilitaires colombiens (*localizadores*), car ce Général estimait que : « [a] concerted country team effort should now be made to select civilian and military personnel for clandestine training in resistance operations in case they are needed » (Hylton, 2010, p. 104). Ces forces civiles et les militaires combinées auraient notamment pour objectif : « *to perform counter-agent and counter-propaganda functions and as necessary execute paramilitary, sabotage and/or terrorist activities*

against known communist proponents » (Aviles, 2006, p. 386). Tous ces types de prescriptions font partie des dynamiques prônées par Yarborough à propos des opérations encadrées dans la Guerre-froide et les *brush-fire wars* (dont l'interaction entre les actions des guérillas et des contreguérillas est l'élément le plus décisif) (Yarborough, 1962, pp. 3-4). Concernant la Colombie, la « mission Yarborough » tracera une feuille de route qui affectera l'avenir du conflit armé pendant les décennies suivantes (Cinep, 2004, p. 18).

1.2 Le Plan Laso : de la défense de la souveraineté à la lutte contre l'ennemi interne

La parution du rapport de l'équipe Yarborough a coïncidé avec la transition politique entre les gouvernements du libéral Alberto Lleras Camargo (1958-1962) et le conservateur Guillermo Leon Valencia (1962-1966) en Colombie. Malgré les divergences politiques entre les deux présidents et la tension sociale, toujours récente,² provoquée par les conflits bipartisans, Valencia a maintenu le même niveau de coopération avec l'administration américaine que le président précédent. Cette continuité est d'autant plus évidente d'un point de vue sécuritaire dans la mesure où le nouveau président colombien a conservé le ministre de guerre de l'administration précédente, soit le Général Alberto Ruiz Novoa (Lizarazo, 1990, pp. 54-66).

Parallèlement, à Washington, les élites politiques sous Kennedy se sont engagées décisivement avec la cristallisation des prescriptions de la « mission Yarborough ». D'après Denis Rempe :

In May 1962, Ambassador (Fulton) Freeman established the Country Team Task Force to consider recommendations of this task force were handcarried by the Ambassador to Washington in June, 1962, where they were presented

2 En Colombie, les conflits entre le parti libéral et le parti conservateur ont débouché en nombre de guerres civiles et, en plus, en l'instauration de la dictature militaire de Gustavo Rojas Pinilla (1953-1957). Les présidents Lleras Camargo et Valencia ont été les deux premiers présidents du Front national, un accord de « paix » signé entre les deux partis après la dictature où ils ont opté d'alterner le pouvoir présidentiel pendant seize années jusqu'à 1974.

to Special Group (CI). The Special Group shortly thereafter approved the recommendations as the Colombia Internal Defense Plan. In August 1962, the recommendations and the implied offer of US assistance to implement them were presented to President Valencia and the Minister of War. Upon their concurrence, the way was cleared for close cooperation between the US Country Team and the Colombian Government on an anti-violence campaign (2002, p. 136).

La coopération avec les élites politiques et militaires colombiennes a tôt fait de donner des résultats. Au cours de cette période, le Général Ruiz Novoa, les Généraux Rebeiz et Fajardo, le Colonel Alvaro Valencia Tovar ainsi qu'une douzaine d'autres officiers de l'armée, des forces aériennes et de la police nationale (tous entraînés par une douzaine de MTT contre-insurrectionnelles américains) ont préparé une réponse d'action militaire afin de confronter le problème de la violence. De ce fait, en juillet 1962, le Général Ruiz Novoa³ a lancé le Plan Lazo ou Lazo (lasso).⁴ Ce plan est centré à la mise en place d'une stratégie interne de sécurité comportant un volet d'actions civiles, un volet contre-insurrectionnel, un volet d'autodéfense ainsi qu'un volet de guerre psychologique en vue d'endiguer *La Violencia*⁵ qui affectait les zones rurales du

- 3 Le Général Alberto Ruiz Novoa a été entraîné à la base militaire américaine de *Fort Benning* pour après commander le bataillon de l'armée colombienne qui est allé à la guerre de Corée (le bataillon Colombie).
- 4 Il demeure toujours une polémique au sujet du vrai nom du plan. D'après les sources de l'armée colombienne telle que le Général à la retraite Alvaro Valencia Tovar, il s'appelle Plan Lazo (lasso), car son but a été celui de « lier les agences de l'État pour résoudre les problèmes de la violence, la santé, l'éducation et la réforme agraire ». Pour lui, le plan a été créé par les officiels de l'armée colombienne sans aucune participation des pays étrangers. Nonobstant toutes les sources académiques consultées se penchent plutôt pour dénommer ce plan comme Lazo, qui est une anagramme pour *Latin American Security Operation*. Un programme américain dérivé de l'Alliance pour le progrès destiné aux pays de la région dans le cadre de la lutte contre le communisme international. Voir Alejo Vargas-Velasquez, *Las fuerzas armadas en el conflicto colombiano: antecedentes y perspectivas*, Medellín, La Carreta Política, 2010, p. 77 et Rueda-Santos, *op cit*, 2000, p. 247.
- 5 Le 9 avril 1948, le charismatique politicien du parti libéral et ancien candidat à la présidence Jorge Eliecer Gaitán a été assassiné au centre-ville de Bogota. Une foule de sympathisants de Gaitán a réagi avec violence contre les systèmes de transport, les bâtiments publics et a même essayé d'attaquer aux politiciens du parti conservateur. La répression des forces de sécurité officielles est devenue dans un cycle de violence qui s'est propagée partout dans la Colombie. Ce phénomène, qui s'est prolongé aux décennies 50 et 60, a été nommé de la part des académiciens comme *La Violencia* (la violence).

pays (Rempe, 2002, p. 126). Cette stratégie était cohérente avec les principaux postulats soulevés par Yarborough en ce qui a trait à la victoire sur « les cœurs et les esprits » des paysans colombiens (Hylton, 2010, p. 105). Représentant une extension de l'Alliance pour le progrès, le Plan Laso a cherché à combiner la carotte et le bâton. Voici les principaux éléments du plan (Rempe, 2002, p. 137):

2. Engager les forces armées à faire une contribution au développement économique et au bien-être de tous les colombiens, particulièrement à ceux affligés par l'action des guérillas et des bandits.
3. Élargir les unités de relations publiques et de guerre psychologique pour améliorer l'attitude des civiles envers la mission d'ordre public de l'armée.
4. Lier et intégrer la structure de commandement de toutes les forces engagées aux missions de l'ordre public pour définir clairement la responsabilité de toutes les opérations.
5. Créer des unités tactiques plus versatiles et plus sophistiquées, capables d'évoluer en situation d'opérations de guerre non conventionnelles (avec succès).

En ce qui a trait au premier point, toute une série d'actions civilo-militaires (ACM) s'est poursuivie après la mise en œuvre du Plan Laso à l'effet de séparer la population des guérillas et de créer davantage de ponts avec les forces armées. À partir d'avril 1962, l'armée colombienne, en collaboration avec l'équipe de campagne américaine, a mis en œuvre un programme « d'impact » pour les régions violentées, lequel a été coordonné par le Département No 6 (D-6), créé par la résolution ministérielle No 2427 (Rueda, 2000, p. 283).

De ces programmes d'ACM sont nés un ensemble de politiques s'appliquant aux régions colombiennes où les guérillas et les bandits ont mis en cause la légitimité de l'État. Parmi les politiques les plus

importantes, il faut noter : la construction de voies de communication, de systèmes d'irrigation et d'écoles rurales; les initiatives de la santé publique, les programmes d'alphabétisation et les camps de vacances pour les jeunes. En s'appuyant sur ces politiques, le ministère de la guerre espérait engendrer un certain développement économique et ramener la « sécurité interne » aux régions (Hylton, 2010, p. 105).

Quant au deuxième point (guerre psychologique), les mesures poursuivies se sont été mises en place après le début du Plan. En janvier 1964, le département E-5 de l'armée a instauré une section de relations publiques dont l'activité primordiale a été celle d'informer la presse écrite, radio et télévisuelle des activités militaires d'une manière permanente et officielle. Progressivement, la publicité s'est intensifiée notamment à travers l'utilisation d'affiches. Des personnages fictifs tels que *Juan Patria* (Jean Patrie) ont convié aux paysans et d'autres membres de la population civile à coopérer avec les forces armées et à dénoncer aux bandits (Rueda, 2000, p. 303).

Par rapport au troisième point (coordination des forces), un MTT américain composé d'officiers des forces navales, aériennes et de l'armée est arrivé à la fin 1963 pour actualiser l'avancement du Plan Laso en développant un plan de haut niveau pour les militaires colombiens. Ce plan se nomme « Plan conjoint contre-insurrectionnel des forces armées » (1964-1966). En outre, les États-Unis ont aidé le gouvernement colombien à mettre en place, en 1964, le Bataillon d'Intelligence et de contre-intelligence (BINCI), désigné à «trouver, détruire ou éliminer les activités communistes et extrémistes à travers d'un réseau d'agents clandestins» (Rueda, 2000, p. 293).

Finalement, en ce qui concerne le quatrième point (unités tactiques), il y a eu deux dimensions à envisager : l'action militaire et la formation des groupes paramilitaires. D'abord, les militaires ont pu profiter du renforcement de l'équipement des brigades et des bataillons grâce à la contribution de l'aide américaine. Celle-ci a comportait

notamment la donation d'hélicoptères, de véhicules terrestres et de radios de communication pour les brigades et les bataillons (Rempe, 2002, p. 148). Au niveau tactique, il est devenu de plus en plus fréquent d'effectuer des opérations d'encerclement et d'extermination des groupes de guérillas dans certaines zones spécifiques du pays. D'autres mesures telles que le contrôle à l'approvisionnement alimentaire en proportion du nombre de membres des familles natives, la réalisation de recensements et l'infiltration et le stimulate à la délation ont aussi été mises en place (Vargas, 2010, p. 79). Puis, en 1962 a débuté un nouveau programme d'autodéfense contre la violence et le banditisme destiné aux paysans (Rueda, 2000, p. 293). Ces groupes armés irréguliers, dont la fonction principale était d'infiltrer les cadres ennemis et d'établir un réseau d'informateurs, ont été dénommés « escadrons de localisateurs » (*hunter-killer squads*). Ceux-ci regroupaient un groupe *select* de 25 officiers de l'armée, des officiers non commissionnés (NCOs) et des civils. De plus, le ministère de la guerre a distribué des armes et a supporté l'entraînement technique de défense collective et personnelle des paysans (Hylton, 2010, p. 105).

Conséquemment, dans certaines régions de la Colombie où la présence de la guérilla et des bandits l'État colombien a établi, en coopération avec des latifundistes locaux, des groupes paramilitaires afin de venir en support aux actions militaires. Ces actions se sont essentiellement concentrées dans le sud-ouest du pays (départements de Tolima, Huila et Cauca) (Griffin, 1986, p. 55). À propos de l'inclusion des armées civiles et de leur rôle et prérogatives Doug Strokes affirme :

Civilians in the operational area may be supporting their own government or collaborating with an enemy occupation force. An isolation program designed to instill doubt and fear may be carried out, and a positive political action program designed to elicit active support of the guerrillas also may be affected. If these programs fail, it may become necessary to take more aggressive action in the form of harsh treatment or even abductions. The abduction and harsh treatment of key enemy civilians can weaken the collaborators' belief in the strength and power of their military forces (2003, p. 583).

En somme, une analyse préliminaire des effets du Plan Laso sur la situation sécuritaire en Colombie permet de relever deux éléments. D'une part, le Plan Laso a marqué la transition de l'armée colombienne, auparavant orientée par la doctrine et la stratégie de la défense nationale vers une armée tout à fait contre-insurrectionnelle. Dès lors, le paradigme de la préservation de la souveraineté face aux possibles agressions extracontinentales a donné lieu à un nouveau paradigme visant la lutte contre l'ennemi interne qui utilise les méthodes de la guerre contre-insurrectionnelle et les ACM pour arriver à ses fins (Rueda, 2000, p. p. 90). D'autre part, le Plan Laso a mis en évidence une dynamique perverse qui se prolongera tout au long de l'histoire du conflit armé colombien, soit l'abandon des politiques de la défense et de la sécurité de la part des décideurs civils. Bien que les ACM aient essayé de répondre aux causes objectives de l'insurrection, il n'y eu aucune politique cohérente soutenue par l'État colombien à long terme, ce qui a contribué à une certaine perte de légitimité vis-à-vis de la population rurale (Vargas, 2010, p. 78). En outre, l'instauration de groupes paramilitaires sans la surveillance ni le contrôle légal approprié est devenue un défi majeur pour les autorités nationales et locales.

1.3 L'Opération *Marquetalia* : surestimation de la menace et création d'un nouvel ennemi

Le Plan Laso a déployé certaines stratégies spécifiques au sein des régions colombiennes afin de faire face aux guérillas et aux bandits. Ci-dessus, il a été mentionné que dans le sud-occident du pays se sont concentrés plusieurs groupes armés irréguliers, particulièrement au département du Tolima. Les élites colombiennes, sous la direction du président Valencia, conseillées par les experts américains en guerre spéciale ont développé l'une des opérations militaires les plus musclées, mais aussi les plus polémiques de l'histoire de la Colombie : l'Opération *Marquetalia* ou l'Opération souveraineté (Rueda, 2000, p. 272).

Cette opération a été la réponse officielle aux dénommés *Republicas independientes*⁶ (républiques indépendantes), particulièrement celle localisée dans la ferme « *Marquetalia* » au sud du département, commandée d'abord par Jacobo Prias Alape, puis par Manuel Marulanda Vélez. L'association entre les *Republicas independientes* et les groupes de bandits faite par les élites politiques et les journalistes colombiens a mené à la criminalisation de ces groupes d'autodéfense. D'après Rigoberto Rueda, c'est la déformation de la menace et le surdimensionnement de la capacité militaire des paysans ont finalement mené à l'action militaire. Dans le cadre de cette opération, l'armée a employé certaines tactiques visant à séparer les groupes d'autodéfense du reste de la population civile dont les ACM et l'infiltration du personnel de sécurité dans ces groupes, la guerre psychologique, le blocage des approvisionnements des zones spécifiques, les travaux d'intelligence et l'usage d'informateurs, et la reconduction des forces économiques, sociales et politiques sous le parrainage des programmes d'aide Américains. La volonté initiale des commandants militaires était de prolonger les stratégies contre-insurrectionnelles pour endiguer les *Republicas independientes* sans une intervention musclée. Cependant, les conflits armés fréquents entre l'armée et les autodéfenses, la pression politique exercée par Bogota et la motivation des latifundistes d'usurper ces territoires ont entraîné le déclenchement de l'Opération *Marquetalia* (Pizarro, 1989, p. 23).

Le 27 mai 1964, un escadron d'avions de combat du type T-33 et B-16, des nouveaux hélicoptères UH, sept bataillons de l'armée et trois groupes mobiles d'intelligence de localisateurs sous la direction du Coronel Hernando Correa Cubides, commandant de la sixième Brigade de la ville de Neiva se sont déployés vers la ferme *Marquetalia*. La stratégie, prônée par un MTT américain pendant une visite à

6 Les républiques indépendantes ont été des organisations d'autodéfense des paysans lesquelles s'agrouaient dans les zones de colonisation rurales aux départements colombiens de Cundinamarca, Tolima, Huila et Cauca. Le but de ces organisations comportait la défense de ses territoires des latifundistes et même des bandits. Nombre d'entre elles ont été influencées par le Parti communiste colombien (PCC). *Ibidem*, p. 273.

Bogota, comportait deux phases : un bombardement de la ferme par voie aérienne, puis une charge contre les insurgés au sol par les troupes d'infanteries (Hylton, 2010, p. 105). La grande controverse autour de l'Opération *Marquetalia* repose sur le résultat immédiat de l'action militaire et sur le profond désaccord subsistant quant à l'interprétation des événements. L'une des trois positions retrouvées au sein de la littérature stipule que cette opération représente un succès pour les forces armées colombiennes, lesquelles ont évité la propagation des guérillas communistes au-delà des frontières départementales (Rempe, 2002, p. 150). La deuxième thèse a nuancé le triomphalisme officiel en remarquant l'asymétrie d'une confrontation entre 1 600 soldats ayant accès à un support aérien contre à peine plus d'une cinquantaine de paysans pauvrement armés. La troisième thèse a complètement remis en cause les versions officielles en exaltant le courage des paysans de résister aux bombardements aériens et aux attaques de l'infanterie (Pizarro, 1989, pp. 27-28).

Concernant la première thèse, représentant la version officielle du gouvernement colombien, il est possible d'affirmer qu'elle ignore complètement les conséquences à long terme de l'Opération *Marquetalia* : la création d'un ennemi encore plus fort. En effet, contrairement à la perception qu'avaient les élites colombiennes des *Republicas independientes*, ces organisations d'autodéfense ont vraiment été des mouvements agraires sous l'influence du Parti communiste. En effet, la réaction exagérée du gouvernement, matérialisé dans l'Opération *Marquetalia*, a transformé ces forces de paysans sédentaires en guérillas mobiles dont le centre d'action s'est déplacé à la frontière entre les départements de Meta et Caqueta (sud-est du pays). À partir de l'agression à la ferme *Marquetalia*, d'autres détachements guérilleros se sont mis sur pied aux zones sud de la Colombie tel que Guayabero, El Pato, Chaparral, Natagaima et Riochiquito. Dans cette dernière zone s'est développée la première conférence du Bloc guérillero du sud en 1965. L'année suivante,

avec la participation de 250 guérilleros, la deuxième conférence du Bloc a engendré la création des Forces armées révolutionnaires de la Colombie (FARC) (Pizarro, 1989, p. 34).

En somme, entre 1962 et 1966 malgré la volonté américaine de consolider la légitimité de l'État colombien à travers l'aspect militaire de l'Alliance pour le progrès et la coordination de politiques plus spécifiques comme le Plan Lazo, la Colombie n'est guère parvenu à rendre les résultats attendus. La création des groupes paramilitaires peu supervisés et l'offensive démesurée contre petits mouvements d'autodéfense des paysans ont mené à la prolifération d'armées irrégulières et à l'augmentation de leur capacité militaire. À l'avis de Hylton:

Thus by 1966 the Colombian government had three insurgencies on its hands as opposed to one—the FARC, the ELN, and the EPL. Counter-insurgency helped breathe life into the forces it was meant to vanquish. It also gave birth to new bureaucracies dedicated to eradicating insurgency, as the size of the Colombian armed forces tripled between 1962 and 1968—the year in which the Colombian Congress passed Law 48, which made it legal for landlords to form private paramilitary forces in alliance with the police and armed forces (2010, p. 106).

2. L'alliance pour le progrès et le plan laso : une lecture à partir du réalisme défensif

2. 1. L'Alliance pour le progrès, le Plan Lazo et le réalisme défensif

Afin de développer davantage sur les causes moins évidentes des résultats de l'Alliance pour le progrès en général et du Plan Lazo en particulier, la théorie du réalisme défensif apparaît comme étant toute indiquée. La pertinence du réalisme défensif est observable de par la quantité des postulats théoriques qui nous permettent d'aller au-delà des arguments relevés dans le cadre de la révision littéraire. Il est important de noter la prépondérance attribuée aux biais des élites politiques colombiennes par la majorité des auteurs référencés,

mais aussi l'absence d'analyse des enjeux matériels et cognitifs encore plus complexes se situant en dehors des frontières du pays. Voilà qui justifie l'utilisation d'une théorie explicative des relations internationales observant les raisons sous-tendant une alliance entre une grande puissance et un pays périphérique appartenant à sa sphère d'influence et expliquant la façon de par laquelle les biais des décideurs ont contribué à transformer une faible menace en une menace bien réelle.

Compte tenu de la prépondérance de l'aspect politico-militaire de notre recherche, le réalisme semble l'approche théorique la plus pertinente. D'après les éléments de débat subsistant entre offensifs et défensifs, ces derniers semblent nous permettre une analyse plus compréhensive de notre sujet, car ils conçoivent que : l'anarchie du système international ne prédispose pas les États envers la belligérance, ce système ne donne pas des stimules fréquents à l'expansion, le pouvoir peut seulement influencer la politique extérieure à travers des perceptions, les calculs et la projection des leaders nationaux (Taliaferro, 2004, p. 195). En outre, les concepts d'alliance et de l'équilibre du risque, servent à mieux comprendre certains enjeux concernant la mise en œuvre de l'Alliance pour le progrès et le Plan Laso. Parmi les théoriciens du réalisme défensif, on a envisagé particulièrement attirantes les contributions des auteurs tels que Stephen Walt, Jeffrey Taliaferro et Stephen van Evera.

En premier lieu, Stephen Walt a beaucoup étudié l'enjeu des alliances en tant que telles en concluant que les États forment les alliances pour équilibrer le système contre les menaces plutôt que se ranger de leur côté (Walt, 1985, p. 33). On considère que l'affaire Castro et le discours de l'ennemi soviétique ont retourné la préoccupation des décideurs américains envers leur sphère d'influence, soit l'hémisphère occidental, ce qui a obligé une réponse des États-Unis face à la menace potentielle, soit la création de L'Alliance pour le progrès. Selon Walt, l'Alliance pour le progrès

accomplirait une autre fonction : mettre au premier plan les intérêts politiques communs au moment de mettre sur pied un tel accord. Pour cet auteur, les facteurs idéologiques, comme la capacité de corrompre ou de pénétrer dans un autre État, constituent des raisons « faibles » de créer des alliances (Walt, 1989, p. 33). À cet égard, il est important de noter que la coopération entre les États-Unis et la Colombie s'est poursuivie malgré le changement de parti au pouvoir en 1962 et les résultats décevants du développement économique du pays sud-américain. Les élites politiques des deux pays ont partagé la même idée de la répression des groupes armés illégaux comme priorité guidant leurs relations bilatérales.

D'ailleurs, Walt utilise le concept de pouvoir approximatif qu'il définit dans l'extrait suivant : « *States will also align in response to threats from proximate power. Because the ability to project power declines with distance, states that are nearby pose a greater threat than those that are far away* » (Walt, 1985, p. 10). L'emploi de ce concept est pertinent dans la mesure où sa définition représente la raison d'être de l'Alliance pour le progrès. En effet, la Colombie et les autres États signataires de la charte de Punta del Este font partie de la sphère d'influence des États-Unis dans le sous-continent américain. La Colombie occupe une place encore plus spéciale, dans la mesure où elle est un pays des Caraïbes, c'est-à-dire, de la mer interne de la puissance occidentale.

En deuxième lieu Jeffrey Taliaferro, contrairement aux réalistes offensifs, prône une vision du système international qui ne stimule l'expansion que sous des conditions limitées, ce qui privilégie les politiques extérieures modérées (Taliaferro, 2001, p. 150). Il a construit une théorie de l'équilibre du risque qui a combiné les postulats centraux du réalisme (la centralité de groupes conflictuels sous l'anarchie, la distribution relative du pouvoir matériel, le conflit pour les ressources réduites et la valeur de la force) avec la théorie prospective qu'il définit comme suit :

(...) is a psychological model of decision-making under conditions of risk. It holds that most individuals tend to evaluate choices with respect to an expectation level and pay more attention to losses than to comparable gains. They also tend to overweigh certain outcomes relative to probable ones; value what they already possess over what they seek to acquire; and display risk-acceptant behavior to avoid (or recoup) losses, but risk-averse behavior to secure gains (Taliaferro, 2004, p. 181).

Cette théorie de l'équilibre du risque a des implications importantes pour les décideurs politiques, car ceux qui tentent d'éviter des pertes (ou de récupérer des pertes passées) s'inclinent et acceptent le risque comme une option possible en politique extérieure. Ils privilégient donc les stratégies externes qui puissent rapporter les effets les plus diversifiés, même si celles-ci sont parfois contradictoires (Taliaferro, 2004, p. 195). Par conséquent, les décideurs politiques des grandes puissances sont prédisposés aux stratégies d'acceptation du risque dans la périphérie lorsqu'ils espèrent de retourner à un certain *statu quo ante* (Taliaferro, 1997, p. 27). L'appui diplomatique, les opérations secrètes, la vente d'armes, les conseillers militaires ou l'utilisation directe de la force sont toutes des mesures à envisager au moment où ces décideurs pensent à intervenir au sein des pays périphériques (Taliaferro, 2004, p. 182). L'Alliance pour le progrès et le Plan Laso cadrent totalement dans la logique de Taliaferro. Les décideurs américains ont souhaité le retour aux années antérieures à la révolution cubaine et ils ont répondu avec ces programmes de développement économique et de coopération militaire. La possibilité de la dissémination des foyers communistes partout sur le continent a obligé les administrations Kennedy et Johnson à y intervenir.

En troisième lieu, Stephen van Evera développe un peu plus l'aspect diplomatique en classifiant les trois types de dispositions qui fortifient la défense : les systèmes de sécurité collective, les alliances défensives et l'attitude menant à l'équilibre à travers les États neutres. Pour lui, ces trois dispositions visent à empêcher la conquête en additionnant des alliés défensifs (Van Evera, 1998, p. 21). Dans notre

étude de cas, après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis ont déjà signé d'autres accords pour atteindre l'objectif de la défense. Le Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR) ou pacte de Rio de 1947 et le pacte de Bogota de 1948, qui a créé l'Organisation d'États américains (OEA), ont été les précédents de l'Alliance pour le progrès. Cette dernière est allée plus loin en engageant des réformes structurelles dans la politique domestique des États latino-américains et s'assurant d'un investissement élevé de la part de tous les partis.

Les arguments du réalisme défensif relatifs aux facteurs matériels ici exposés ne font que déterminer les motivations qui ont mené à la conception de l'Alliance pour le progrès et le Plan Laso. Dans le but de vérifier notre hypothèse il faut approfondir l'analyse sur les attributions cognitives des décideurs américains prônées par les auteurs référencés.

2.2. Le Plan Laso et l'Opération *Marquetalia* : les biais de la perception des décideurs

L'acceptation du risque de la part des décideurs américains, sous la direction de leur président John F. Kennedy, de former une alliance en vue de renforcer sa sphère d'influence a eu des conséquences importantes concernant le conflit armé colombien. Cependant, l'importance du réalisme défensif en tant que cadre théorique pour ce travail de recherche ne concerne pas seulement l'utilisation des éléments explicatifs matériels. En effet, les aspects perceptuels aident à mieux comprendre les raisons qui ont mené à la mise en œuvre des politiques spécifiques de l'Alliance pour le progrès en Colombie d'un point de vue militaire, c'est-à-dire le Plan Laso et l'Opération *Marquetalia*. À cet effet, le postulat de Taliaferro est tout indiqué comme le point de départ de cette deuxième partie de notre analyse :

Defensive neoclassical realists assume that in the short run, the relative distribution of power is often uncertain and leaders often face ambiguous and contradictory information. Therefore such foreign policy theories posit

an explicit role for leaders' preexisting belief systems, images of adversaries, and cognitive biases in the process of intelligence gathering, net assessment, military planning, and foreign policy decision-making. Much of what defensive neoclassical realists seek to explain would be simply inexplicable without reference to the perceptions of central decision makers (2000, p. 141).

Compte tenu de ce que Taliaferro a affirmé ci-dessus, il est possible d'identifier trois éléments explicatifs à partir de l'optique perceptuelle de la politique extérieure américaine permettant de mieux comprendre les raisons ayant réellement justifiées la réaction militaire exagérée contre les autodéfenses agraires colombiennes. Ces trois éléments sont : l'opposition des visions entre les militaires et les diplomates, l'information biaisée fournie par les décideurs colombiens et leurs systèmes de croyances préexistants.

D'abord, il est évident que de façon générale la bureaucratie américaine ne fonctionne presque jamais comme un corps unifié et cohérent sinon qu'il existe un antagonisme circonstanciel entre le groupe des « faucons » et celui des « colombes » au sein de Washington. Par rapport au cas particulier du Plan Laso et de l'Opération *Marquetalia*, le premier groupe a été incarné par les militaires délégués en Colombie tandis que le deuxième groupe, par les diplomates installés à Bogota.

Au sujet des « faucons », il faut notamment penser au rapport du Général William Yarborough et à l'ensemble des membres du Pentagone qui ont conseillé aux forces armées colombiennes lors des nombreuses MTT de faire face à la menace communiste à partir d'une stratégie contre-insurrectionnelle intégrale. En effet, les ACM, la guerre psychologique, la formation des groupes paramilitaires et les bombardements des *Republicas independientes* ont été explicitement recommandés par ces militaires, tant aux élites colombiennes qu'à leur propre chef à la Maison-Blanche. Conséquemment, le conflit armé colombien a été traité selon le cadre imposé par la *Special Warfare* où l'interaction entre les actions d'insurrection et de contre-

insurrection justifiait toutes les mesures adoptées, sans prendre en considération la préexistence du conflit armé colombien précédent à la révolution cubaine.

À l'opposé des recommandations des hauts rangs militaires pour la création des groupes paramilitaires et de la réponse musclée aux guérillas, la diplomatie (« les colombes ») a visé à faire un diagnostic plus précis de la situation interne de la Colombie et de la possible connexion des guérillas avec les leaders cubains et le communisme international. L'ambassadeur américain en poste à Bogota, Fulton Freeman, a essayé de nuancer l'abstraction réductionniste des « faucons » du Pentagone en faisant référence au vrai caractère des insurrections du sud colombien. C'est dans cette perspective que Hylton affirme :

In August (1961) US Ambassador to Colombia Fulton Freeman reported to Secretary of State Herter that his source told him “flatly that no evidence existed of Castro Connection or Cuban presence”, and correctly identified rural insurgencies as indigenous rather than foreign-controlled (2010, p. 104).

À l'instar de ce premier élément, il est évident que les rapports effectués par les militaires et les diplomates ne sont guère parvenus à consolider une perception unifiée de la situation colombienne et ont dès lors transmis des avis perceptuels diamétralement opposés aux décideurs américains quant à l'ampleur de la menace colombienne. L'information contradictoire a donc biaisé le processus de prise de décision de la Maison-Blanche. Nonobstant, l'adoption du Plan Laso et l'Opération *Marquetalia* a été cohérente avec les principes soutenus par l'option *Spécial Warfare* promue par Washington.

Deuxièmement, l'existence d'intérêts politiques partagés entre les décideurs américains et les élites politiques colombiennes a mené les présidents Lleras et Valencia à coopérer inconditionnellement avec Washington. Du côté de Bogota aussi les biais concernant les autodéfenses agraires ont été considérables. Les grands médias et les membres du parti conservateur d'Alvaro Gomez Hurtado

au Congrès colombien ont incité le gouvernement à adopter une réponse radicale contre les *Republicas independientes*. De ce fait, le président Valencia a transmis aux décideurs américains une image « manipulée », ou à tout le moins biaisée, de l'ampleur du défi armé. Valencia a profité de la détermination des gouvernements Kennedy et Johnson d'empêcher la prolifération de nouveaux « Cubas » au sein du continent. Encore une fois, Hylton souligne :

In April (1964), Bogotá telegraphed Washington to stress the communist threat: "Valencia emphasized in letter that communists [in] these areas are genuine and not crypto-communists". Also claimed they are oriented toward Cuba whence they receive direction and financing. The sectarian differences on the Left between the Moscow-oriented FARC and what would soon become the Castroite National Liberation Army (ELN) and the Maoist People's Liberation Army (EPL) were blurred by a broad brush-stroke approach (2010, p. 104).

Dans cette perspective, l'information fournie par les décideurs d'un pays allié a influencé la perception puis les décisions de la puissance américaine, contrairement à sa prétention de ne rechercher que l'atteinte d'un équilibre régional. De plus, les rapports de la Colombie ont eu de la crédibilité aux yeux de Washington, car certaines caractéristiques du pays sud-américain sont partagées avec le reste du monde en développement. L'instabilité économique, l'inégalité chronique et la politique domestique fragile ont spécialement attiré l'attention des décideurs des États-Unis au moment d'envisager la probabilité d'une révolte de type soviétique (Stokes, 2003, p.572).

Troisièmement, le système de croyances préexistant a favorisé les biais cognitifs du processus décisionnel américain envers la Colombie. Tout au long de l'histoire de la Guerre froide, les présidents Kennedy et Johnson se sont distingués de par leur tendance aux interventions préventives plutôt qu'à l'endiguement des menaces. Sur ce point, la Colombie et le Vietnam ont été des exemples paradigmatiques : tant le pays sud-américain que le pays asiatique ont été liés en termes de la politique extérieure contre-insurrectionnelle des États-Unis (Hylton,

2010, p. 102). Dans tous les deux cas, les revendications agraires et les enjeux nationalistes ont finalement été associés au complot du communisme international du aux abstractions réductionnistes effectuées par les décideurs américains. Celles-ci ont contribué à transformer des risques modérés et « gérables », en menaces qui ont déstabilisé l'avenir de leurs régions. La surestimation de l'influence soviétique sur les pays de la périphérie a joué un rôle crucial. À l'avis de Walt:

In addition, reports of «Soviet geopolitical momentum» have been wildly exaggerated. Contrary to right-wing mythology, Soviet influence in the developing world has probably declined since the 1950s. Soviet gains in countries like Ethiopia, Nicaragua, Angola, or South Yemen are more than offset by their setbacks in Indonesia, China, Egypt, Somalia, Zimbabwe, Mozambique, and most recently, Afghanistan. Soviet ideology attracts few converts, and even most so-called radical states look primarily to the West for educational assistance and economic exchanges (1989, p. 35).

En ce concerne la Colombie, la gestion des crises précédentes qui ont engagé l'Amérique latine tel que la révolution cubaine, l'échec de la baie des cochons et la crise des missiles ont marqué substantivement l'imaginaire des décideurs américains au début des années 1960. Voilà pourquoi le choix d'un contrecoup énergétique contre les guérillas colombiennes comme la mise en œuvre du Plan Laso et de l'Opération *Marquetalia* a semblé le choix rationnel au regard biaisé des décideurs américains. À ce sujet, Taliaferro affirme : « *The origins of this bias may have less to do with the anarchic nature of the international system per se than with how leaders process information about the international environment and their state's position relative to that of other states* » (Taliaferro, 2004, p. 179).

En somme, les trois éléments explicatifs perceptuels exposés ci-dessus ont été des outils conceptuels appropriés en vue de mieux comprendre les motivations des décideurs américains au moment de se pencher sur une réponse musclée contre les groupes illégaux en Colombie. D'ailleurs, le réalisme défensif offre des arguments clés

pour analyser les conséquences du surdimensionnement des risques modérés et des périls entraînés par les réactions démesurées telles que le Plan Laso et l'Opération *Marquetalia* non seulement pour les pays impliqués, mais aussi pour les intérêts des grandes puissances. Selon van Evera :

If so, the prime threat to the security of modern great powers is... themselves. Their greatest menace lies in their own tendency to exaggerate the dangers they face, and to respond with counterproductive belligerence. The causes of this syndrome pose a large question for students of international relations (Van Evera, 1998, p. 43).

Conclusion

compte tenu de l'hypothèse proposée, nous avons pu confirmer que les aspects matériels ne peuvent pas à eux-seuls déterminer le succès d'une politique extérieure ou d'un programme de coopération politico-militaire. L'Alliance pour le progrès, le Plan Laso et l'Opération *Marquetalia* ont démontré la nécessité de prendre en considération les aspects cognitifs en vue d'empêcher l'échec de la prise des décisions biaisées. La surestimation d'une faible menace et de sa transformation en une menace réelle a coûté la dégradation du conflit armé colombien et de la stabilité régionale jusqu'à nos jours.

Referencés Bibliographies

- Aviles, William. (mai, 2006). Paramilitarism and Colombia's Low-Intensity Democracy, *Journal of Latin American Studies*, 38 (2), 379-408.
- Cinep. (2004). *Deuda con la humanidad: paramilitarismo de Estado en Colombia 1988-2003*. Bogota: Cinep.
- Griffin, Geraldine Mazzei (1986). *United States counterinsurgency in Latin America: its origins, methods and effects*. Ann Arbor: Southern Connecticut State University.
- Horowitz, David. (1964). The Alliance for Progress, *The Socialist Register*, p. 127-145.
- Hylton, Forrest. (automne/hiver 2010). Plan Colombia: The Measure of Success. *Brown Journal of World Affairs*, Vol. xvii, Issue I, pp. 99-115.

- Lizarazo, Nelsy Julieta (Abril/Jui 1990). Política exterior colombiana 1962-1966: anticomunismo, multilateralismo e integración fronteriza. *Colombia Internacional*. . 10, 54-66.
- Lleras Camargo, Alberto. (Oct. 1963). The Alliance for Progress: Aims, Distorsions, Obstacles. *Foreign Affairs*. 1983, 25-37.
- May, Ernest R. (Jui 1963). The Alliance for Progress in Historical Perspective. *Foreign Affairs*, 41, 757-774.
- Palacios, Marco. (2012). *Violencia pública en Colombia, 1958-2010*. Bogotá: Fondo de Cultura Económica.
- Pizarro-Leongómez, Eduardo. (Mai-Aout 1989). Los orígenes del movimiento armado comunista en Colombia (1949-1966). *Análisis Político*. 7, 3-35.
- Rempe, Dennis M. (2002). *Counterinsurgency in Colombia: A United States National Security Perspective 1958-1966*. Ann Arbor: UMI.
- Rojas, Diana Marcela. (Sept-Dec. 2010). La alianza para el progreso de Colombia. *Análisis Político*, 23 (70).
- Rueda-Santos, Rigoberto. (2000). *De la guardia de las fronteras a la contrainsurgencia: elementos de la evolución política e institucional del Ejército colombiano 1958-1965*. Bogotá: Icfes.
- Stokes, Doug. (2003). Why the end of the Cold War doesn't matter: the US war of terror in Colombia. *Review of International Studies*, 29, 569-585.
- Taliaferro, Jeffrey W. (hiver, 2000-2001). Security seeking under anarchy: Defensive Realism Revisited. *International Security*. 25(3), 128-161.
- Taliaferro, Jeffrey W. (2004). Power Politics and the Balance of Risk: Hypotheses on Great Power Intervention in the Periphery. *Political Psychology*. 25,2, 177-211.
- Taliaferro, Jeffrey W. (Jui 1997). *Quagmires in the Periphery: Foreign Wars and Escalating Commitment in International Conflict*. The Weatherhead Center for International Affairs. Harvard University. Paper 97-6.
- Van Evera, Stephen. (pringtemps, 1998). Offence, Defense, and Causes of War. *International Security*, 22(4), 5-43.
- Vargas-Velásquez, Alejo. (2010). *Las fuerzas armadas en el conflicto colombiano: antecedentes y perspectivas*. Medellín: La Carreta Política.

- Walt, Stephen M. (printemps, 1985). Alliance Formation and the Balance of World Power. *International Security*. 9(4), 3-43.
- Walt, Stephen M. (été 1989). The Case for Finite Containment: Analyzing U. S. Grand Strategy. *International Security*. 14(1), 5-49.
- Yarborough, William P. (Mai 1962). Unconventional Warfare: One Military View. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. 341,1-7.